

Repère bibliographique

Le non-recours aux droits

Février 2017, mis à jour juin 2017

Cette sélection propose des références essentiellement extraites de la base documentaire de l'INJEP : Télémaque, <http://Télémaque.injep.fr>. Elles sont classées par types de documents : ouvrages, revues-dossier, articles et rapports.
Les articles sont tous à consulter sur place

Ouvrages

Ouvrage - Cote : SOC 1 WAR - Prêt

Non-recours (Le) aux politiques sociales

WARIN, Philippe ; CATRICE-LOIRET, Antoinette Préfacier - Presses Universitaires de Grenoble, 2016, 243 p. (Libres cours Politique)

Une synthèse sur le phénomène de non-recours aux prestations sociales. Massif, il touche tous les secteurs de l'aide sociale (assurance maladie, handicap, aide aux personnes dépendantes, etc.), en France comme à l'étranger. P. Warin apporte des grilles d'analyse pour traiter la question et identifie les actions à mettre en oeuvre pour lutter contre ce problème.

Mots-clés : SECTEUR SOCIAL / POLITIQUE SOCIALE / ACCES AU SOIN / DROIT SOCIAL / TRAVAIL SOCIAL / vulnérabilité / PROTECTION SOCIALE

Ouvrage - Cote : STE 9 ALA - Prêt

Intervenir auprès des adolescents contrevenants au Québec : dix ans d'expérience et de défis sous la LSJPA

ALAIN, Marc Dir. ; HAMEL, Sylvie Dir. - Presses de l'Université du Québec, 2015, 172 p.
L'adoption de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents (LSJPA) en 2003, en remplacement de la Loi sur les jeunes contrevenants, a eu des répercussions dans les milieux d'intervention dédiés aux adolescents délinquants. Conçue en fonction du principe de proportionnalité entre la gravité du délit et la sévérité de la sentence, elle préconise autant que possible le recours à des mesures non judiciaires avant que la justice s'introduise dans la

vie des jeunes. Plus de dix ans après la mise en vigueur de cette loi, cet ouvrage met en lumière les enjeux et réalités des acteurs susceptibles d'être associés au parcours des adolescents soumis à ce nouveau système judiciaire.

Les différents chapitres abordent l'intervention policière au prononcé éventuel d'une sentence, en passant par les diverses mesures intermédiaires, dites extrajudiciaires, telles la prise en charge par les organismes de justice alternative et, bien sûr, l'intervention des institutions que sont les centres jeunesse québécois. Sont aussi présentés les programmes, initiatives et modalités d'intervention développés au fur et à mesure que les institutions et organisations responsables de l'intervention auprès des adolescents contrevenants apprennent à travailler dans le cadre de la LSJPA au Québec et dans les autres provinces du Canada.

Mots-clés : délinquance juvénile / JEUNE DELINQUANT / vulnérabilité / QUEBEC / CANADA / LOI / JUSTICE / POLICE NATIONALE / EVOLUTION HISTORIQUE / MEDIATION / BENEVOLAT / SANCTION / DROIT PENAL / PRISON / PREVENTION DE LA DELINQUANCE / ORDONNANCE / DETENTION / MONDE

Ouvrage - Cote : SOC 1 ODE - Prêt

Envers (L') de la "fraude sociale" : le scandale du non-recours aux droits sociaux -

Observatoire des non-recours aux droits et services (ODENORE) - Découverte (Editions La), 2012, 210 p. (Cahiers libres)

Pour être juste et acceptable, la lutte contre la fraude doit éviter l'amalgame et la division, et participer à une politique générale d'accès aux droits sociaux. Car si la fraude à l'ensemble des prestations sociales est estimée à 4 milliards d'euros par an, son envers, à savoir le « non-recours » à ces aides de la part des très nombreuses personnes qui y ont droit, est bien supérieur. Ainsi, chaque année, 5,7 milliards d'euros de revenu de solidarité active, 700 millions d'euros de couverture maladie universelle complémentaire, 378 millions d'euros d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé, etc., ne sont pas versés à leurs destinataires. C'est ce que démontre et interroge cet ouvrage, exemples, faits et chiffres à l'appui.

Mots-clés : DROIT SOCIAL / AIDE SOCIALE / RSA / SECURITE SOCIALE / GOUVERNEMENT

Articles

Accompagnement (L') des enfants et adolescents en situation de handicap par les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) en France : une réalité inexplorée

DESJEUX, Cyril - VIE SOCIALE, n° 17, mars 2017, pp. 83-94

<https://www.cairn.info/revue-vie-sociale-2017-1-page-81.htm>

L'étude montre l'importance de rendre plus apparent l'activité des services à la personne ainsi que les besoins et les aspirations des familles accompagnées.

Elle passe en revue les différents dispositifs pour les personnes handicapées qui souhaitent rester dans leur domicile et précise notamment les raisons du non recours au droit.

Mots-clés : HANDICAP / ENFANT HANDICAPE / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL / AIDE A DOMICILE / ACCES AU DROIT

Non-recours (Le) à la mobilité internationale chez les jeunes avec moins d'opportunités : un exemple de capacitation empêchée dans le cadre non formel

LABADIE, Francine ; TALLEU, Clotilde - AGORA débats/jeunesses, n° 75, janvier 2017, pp. 37-57

<https://www.cairn.info/revue-agera-debats-jeunesses-2017-1-page-37.htm>

Si permettre à de jeunes avec moins d'opportunités d'accéder à la mobilité internationale hors de l'école est un objectif politique important au niveau européen et national, il ne semble pas encore atteint en France.

Prenant appui sur une étude qualitative conduite par l'INJEP, Les auteures Francine Labadie (sociologue, cheffe de projet Observatoire de la jeunesse et des politiques de jeunesse à l'Injep) et Clotilde Talleux (sociologue) montrent l'existence de freins – provenant de représentations, normes ou mécanismes institutionnels – présents dans les structures de l'insertion sociale et professionnelle, prescriptrices de première ligne de la mobilité de ces jeunes.

Mots-clés : EDUCATION NON FORMELLE / MOBILITE INTERNATIONALE / JAMO / INSERTION SOCIALE / DISPOSITIF PUBLIC

"Un droit au logement vraiment opposable ?"

LAFORE, Robert - ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2949, février 2016, p. 36

L'article vise à montrer les limites actuelles de la loi DALO - "Droit au logement opposable". Enrichi de statistiques, le document nous montre que le dispositif en deux temps : recours à une commission de médiation puis recours au juge administratif, sert en réalité à faire pression sur les opérateurs.

L'auteur observe que si 113 000 personnes ont bien été relogées, 60 000 demandes sont restées non satisfaites.

Mots-clés : LOGEMENT / CONDITION DE VIE / DROIT SOCIAL / TEXTE JURIDIQUE

Action sociale et numérique : l'urgence d'un rapprochement

SÉDRATI-DINET, Caroline

ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2954, avril 2016, pp. 28-30

Si l'usage des outils numériques fait partie intégrante des pratiques professionnelles des intervenants sociaux, aucune réflexion globale n'accompagne cette évolution.

L'association Emmaüs Connect a commandé une étude visant à nourrir la réflexion autant sur les potentialités du numérique que sur les risques d'exclusion sociale et de non-recours aux droits liés à un non-équipement ou à une non-maîtrise.

Présentée le 30 mars 2016 dans ses grandes lignes, l'étude fait suite au "Plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social" rendu public en octobre 2015.

Mots-clés : vulnérabilité / USAGE DU NUMERIQUE / ACTION SOCIALE / SECTEUR SOCIAL / PAUVRETE / NUMERIQUE / COHESION SOCIALE

Entretien avec Philippe Warin, sociologue : "Certains usagers se sentent de moins en moins concernés par des prestations qui leur sont destinées"

VACHON, Jérôme Interviewer ; WARIN, Philippe - ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2989, décembre 2016, pp. 32-33

Cet entretien se fait l'écho du livre nouvellement paru : "Le non-recours aux politiques sociales".

Lié à des données comptables dispersées, le phénomène de désintérêt, voire le refus des citoyens d'intégrer certains dispositifs se traduit concrètement pour le sociologue dans de nombreuses enquêtes de terrain.

Y-a-il une inadéquation entre les politiques sociales et les besoins des populations ? Comment réagissent les professionnels du secteur social ? Mots-clés : AIDE SOCIALE / ACCES AU DROIT / SOCIOLOGIE / PAUVRETE / PRECARITE / TRAVAIL SOCIAL

Fracture numérique - Face (la) cachée de la simplification

NOVIELLO, Laetitia - LIEN SOCIAL , n° 1196, décembre 2016, pp. 16-17

Face à la dématérialisation massive des services publics, les personnes qui ne maîtrisent pas les usages du numérique sont fragilisées, ce qui favorise le non-recours au droit. Pour lutter contre l'illettrisme électronique, l'association Emmaüs connect les accompagne et les forme.

Mots-clés : SECTEUR PUBLIC / Économie numérique / fracture numérique / vulnérabilité / ILLETTRISME / EMMAUS / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Ne pas se sentir concerné par ses droits : une analyse du non-recours dans les parcours sociaux juvéniles - VIAL, Benjamin - AGORA débats/jeunesses, n° 74, septembre 2016, pp. 77-88

https://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=AGORA_074_0077

Cette contribution s'intéresse au phénomène du non-recours aux droits et services chez les jeunes.

Le fait de ne pas se sentir concerné par des droits sociaux et de l'offre publique d'insertion est une raison majeure et première du non-recours à la mission locale.

Les formes passives et actives du non-concernement renvoient à trois dimensions : la sensibilité à l'information, la perception d'un intérêt au recours, le rapport à la demande.

L'analyse du non-recours souligne certains décalages entre les dispositions, besoins et attentes des jeunes et la réponse publique qui leur est adressée.

Mots-clés : NEET / DECROCHAGE SCOLAIRE / CHOMAGE / MISSION LOCALE POUR L' EMPLOI / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL / AIDE SOCIALE

Lutte contre le non-recours : une enquête décrypte les politiques locales

COLOMB, Noémie - ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2923, 4 septembre 2015, pp. 20-22

Comment les acteurs locaux agissent-ils pour lutter contre le non-recours. Cet article présente les enseignements extraits de l'étude menée par l'observatoire des non-recours aux droits et services (Odenore) à la demande de la direction générale de la cohésion sociale auprès des centres communaux d'action sociale (CCAS) et des conseils départementaux.

Mots-clés : ACTION SOCIALE / ACCES AU DROIT / COLLECTIVITE TERRITORIALE / DEPARTEMENT / vulnérabilité / POLITIQUE SOCIALE / POLITIQUE PUBLIQUE LOCALE

Lutte contre l'exclusion : mieux cibler pour optimiser l'aide sociale [Dossier]

LE GALL, Sophie Auteur - GAZETTE (LA) DES COMMUNES, n° 2279, juillet 2015, pp. 15-20

Ce dossier fait le point sur ce que peuvent représenter les bénéficiaires de la lutte contre le non-recours aux aides sociales .

Les représentants du secteur social sont d'accord sur ce point et tentent de mettre tout en oeuvre pour faire de leur action un droit plus accessible à tous.

De plus, le non-recours de certains publics qui pourtant sont éligibles à ce dispositif représente un budget significatif.

Pour cibler les bénéficiaires, les professionnels affinent leur savoir, croisent des démarches complémentaires et comptent sur les partenariats afin d'atteindre les publics qui ne viennent pas à l'aide sociale.

Avec les points de vue de Jean-René Lecerf, président du conseil départemental du Nord ; Louis Maurin, cofondateur de l'Observatoire des inégalités.

Illustré par le témoignage de Didier Gélot, SG de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) qui évoque le problème des effets de seuil".

Enfin, selon Juliette Baronnet, chargée d'étude à Fors-Recherche sociale, organisme spécialisé dans l'évaluation des politiques publiques, parle de " l'invisibilité institutionnelle" en dépit des données déjà existantes sur les personnes précaires .

Dossier.

Mots-clés : ECONOMIE SOCIALE / économie sociale et solidaire / EXCLUSION / AIDE SOCIALE / PREVENTION SOCIALE

Non-recours aux droits et services

MALLET, Pierre - NOTES D'ANALYSE ET DE SYNTHÈSE DE LA MASSP, n° 15, mars 2014, 19 p.

Le "non-recours aux droits et services" a pris une dimension nouvelle dans le débat public depuis que le Comité national d'évaluation du RSA a fait le constat du non recours massif au "RSA activité" (de l'ordre de 68 %). Le non-recours, c'est-à-dire le fait pour une personne éligible à une prestation sociale ou une offre publique de ne pas la recevoir, n'est pas un phénomène spécifique à la France (étude OCDE de 2004), explique la note.

L'observatoire du non-recours (ODENORE) a chiffré le coût du non-recours et l'estime bien plus important que la fraude sociale.

L'auteur identifie deux origines au non-recours qui sont : le manque d'information des bénéficiaires et le non-recours dit volontaire qui s'explique par la non-pertinence de l'offre publique, la situation de refus autonome de l'offre ou de conflit de norme, la stigmatisation des bénéficiaires, etc.

Le non-recours des plus pauvres répond aussi à un renoncement lié à une culture spécifique de soins, à un renoncement par arbitrage avec d'autres dimensions de la vie (logement, alimentation, etc.) et à la non-application du droit en vigueur (non application des tarifs sociaux, refus de soin, etc.), explique le document.

À noter qu'en 2013, la thématique a déjà fait l'objet d'une étude de la MASSP dans son numéro 13 de novembre.

Mots-clés : AIDE SOCIALE / DROIT / DROIT SOCIAL / PAUVRETE / SECURITE SOCIALE

Spécificités territoriales de la politique des contrats aidés du secteur non marchand : cinq types de recours au CUI-CAE

BAYARDIN, Vinciane ; BENOTEAU, Isabelle - DARES ANALYSES / INDICATEURS, n° 43, juin 2014, 13 p.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2014-043.pdf>

La mise en oeuvre de la politique des contrat aidés, comme d'autre mesures publiques d'aides à l'emploi, est territorialisée, c'est à dire qu'elle peut s'adapter pour partie au contexte socioéconomique local et par conséquent cibler sur un territoire les publics les plus en difficulté.

Les différentes cartographies du document distinguent les départements dont les conseils généraux, notamment dans le secteur non marchand, financent le CUI-CAE (Contrat unique d'insertion - contrat d'accompagnement dans l'emploi) lorsqu'il concerne le RSA (Revenu de solidarité active).

Les cinq modes de recours au CUI-CAE identifient des pratiques différentes dont on peut souligner que celui d'Île-de-France cible les zones urbaines sensibles et que celui du sud de la France s'oriente vers les jeunes en difficulté.

Étude.

Mots-clés : CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI / POLE EMPLOI / CONTRAT AIDE / CHOMAGE / JEUNE EN DIFFICULTE / ZUS / EMPLOI / POLITIQUE DE L'EMPLOI

Trop de stages tuent les stages

DOMERGUE, Manuel - ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, n° 339, octobre 2014, pp. 38-39

Le parlement a adopté en juin dernier une nouvelle loi destinée à mieux protéger les stagiaires. Dans le contexte actuel, explique la revue, il n'est pas sûr qu'elle suffise à éliminer les abus.

À l'origine, absents à la fois du code du travail et de celui de l'éducation, les stagiaires ont longtemps été aussi très peu indemnisés. Ne disposant pas non plus de droit aux congés ni d'horaires légaux, sans voie de recours, ils sont restés, de la même manière, invisibles aux yeux des pouvoirs publics.

La double page établit un rappel chronologique des différentes lois qui se sont succédées depuis la création du collectif Génération précaires en 2005.

Agissant en 2006 avec la loi sur l'égalité des chances, en 2011 avec la loi Cherpion et en 2014 avec la loi Khiroumi et, de surcroît avec la loi LRU dans l'enseignement supérieur, le droit a développé les stages à l'excès dénoncent certains, la qualité des expériences en pâtissant. Les adversaires de l'encadrement des stages craignent de ce point de vue un tarissement de l'offre.

Mots-clés : STAGE / STAGE EN ENTREPRISE / FORMATION / CONVENTION / FORMATION EN ENTREPRISE / EVOLUTION HISTORIQUE

Moins de pilules, moins de contraception ?

CHARTOIRE, Renaud - SCIENCES HUMAINES, n° 264, novembre 2014, p. 14

Si les débats récents autour des pilules de 3e et 4e générations, ainsi que leur non-remboursement depuis mars 2013, ont évidemment eu un impact sur leur utilisation, l'étude menée par l'équipe de l'enquête Fécond note cependant que, depuis les années 2000, s'opère une évolution importante dans le choix des méthodes contraceptives avec le recours à une diversité plus grande des pratiques.

Si la pilule reste toutefois le premier moyen de contraception utilisé, le phénomène s'est traduit par l'utilisation plus grande du stérilet, du préservatif, des dates, du retrait, aux effets pas toujours fiables.

L'article signale que l'aspect financier a pu jouer chez les femmes en situation financière difficile développant une inégalité sociale face à la contraception.

Mots-clés : CONTRACEPTION / SEXUALITE / PRESERVATIF / SANTE

Solidarité publique et solidarités privées [Dossier]

BOISARD, Pierre Coordinateur - RFAS. Revue française des affaires sociales, n° 1-2, janvier-juin 2014, pp. 8-256

<http://www.cairn.info/revue-francaise-des-affaires-sociales-2014-1.htm>

Les huit articles rassemblés sur le thème de « Solidarité publique et solidarités privées » ont pour point commun d'interroger la solidarité dans son principe comme dans ses dispositifs.

Ils contribuent à l'exercice salutaire de remise en question d'une vision enchantée de la solidarité en interrogeant son histoire, ses modalités d'application et ses représentations et en analysant les limites de certains de ses mécanismes publics ou privés actuels.

Ils questionnent les origines du principe de solidarité pour mieux en comprendre les objectifs et les difficultés de mise en œuvre, y compris les préventions politiques et idéologiques à son égard.

Ce dossier en suit les évolutions anciennes et plus récentes à partir de l'examen de ses représentations. Il met aussi en évidence les limites de certains dispositifs qui ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs affichés. La production de plusieurs enquêtes de terrain illustre ces difficultés et imperfections et invite à entreprendre des réformes susceptibles d'accroître leur efficacité.

Enfin, l'ouverture sur une expérience américaine permet une meilleure compréhension à la fois des spécificités des approches européennes de la solidarité et de la conception nord-américaine des ressorts et des mécanismes de la solidarité privée.

À noter en particulier trois articles sur les solidarités et justices intergénérationnelles ainsi que sur le non-recours au droit, aux aides et accompagnements sociaux.

Ce numéro propose également, hors dossier, des articles sur des thématiques très diverses : formation des généralistes, travailleurs indépendants atteints de cancer, devenir des étudiants handicapés, éducateurs de jeunes enfants confrontés aux questions religieuses, archives du comité consultatif d'hygiène de France.

Dossier.

Mots-clés : SOLIDARITE / PROTECTION SOCIALE / SECURITE SOCIALE / RELATION INTERGENERATIONS / ACCES AU SOIN / PAUVRETE / vulnérabilité

Non-recours aux droits et services

MALLET, Pierre - NOTES D'ANALYSE ET DE SYNTHÈSE DE LA MASSP, n° 13, novembre 2013, 10 p.

Le "non-recours aux droits et services" a pris une dimension nouvelle dans le débat public depuis que le Comité national d'évaluation du RSA a fait le constat d'un non recours massif au "RSA activité".

Le document étayé de nombreuses études et rapports fait le point sur les raisons des différentes catégories sociales au non-recours à leurs droits sociaux et donne des statistiques précises sur son ampleur pour chaque dispositif d'aide (tableau).

Mots-clés : AIDE SOCIALE / PAUVRETE / RSA / DROIT SOCIAL / SECURITE SOCIALE

Gérer les droits sociaux [Dossier]

PELAMOURGUES, Bernard Coordinateur

INFORMATIONS SOCIALES, n° 178, juillet-août 2013, 147 p.

Ce numéro d'Informations sociales s'attache à décrire les profondes mutations qui caractérisent les droits sociaux dans leur complexité et leurs contradictions depuis trois décennies.

Longtemps, les droits sociaux ont constitué le prolongement naturel des droits politiques en concrétisant l'idée des droits créances, c'est à dire du principe d'une dette de la nation à l'égard de nos concitoyens les plus fragiles.

Mais cette idée est désormais battue en brèche par différents biais, notamment à travers les contreparties croissantes demandées aux bénéficiaires d'allocations et la pression financière imposée par les conditions économiques difficiles que connaît la France ces dernières années. Cependant, de nombreuses initiatives sont lancées par les professionnels de la protection sociale pour tenter de préserver l'accès aux droits sociaux pour le plus grand nombre.

Trois parties structurent ce dossier. D'une part la politique d'accès au droit, les raisons du non-recours ; l'administration des droits par la Caisse d'allocation familiale, d'autre part.

Mots-clés : DROIT SOCIAL / CNAF / vulnérabilité / POLITIQUE FAMILIALE / FAMILLE

Politiques de solidarité : lutter contre le non-recours aux droit sociaux, un impératif social et économique

HELFTER, Caroline - ACTUALITÉS SOCIALES HEBDOMADAIRES, n° 2813, juin 2013, pp. 28-31

Longtemps tenu sous le boisseau, le non-recours de nombreux usagers à l'intégralité de leurs droits sociaux est un puissant vecteur de paupérisation. Pour enrayer cette spirale de l'exclusion, des collectivités locales et des institutions de protection sociale multiplient les initiatives, désormais encouragées par l'État.

Ce document présente les raisons de non-recours au droit et les réponses qui sont apportées à ce problème par l'administration. Ce phénomène loin de représenter des économies pour l'État est en fait à l'origine de la précartisation de nombreux foyer pour lesquels les démarches d'insertion sont ensuite beaucoup plus couteuses. Une des solutions apportée est la centralisation et le décloisonnement des services d'aide sociale.

Mots-clés : AIDE SOCIALE / SERVICE SOCIAL / TRAVAIL SOCIAL / PRECARITE / ACCES AU SOIN / SECURITE SOCIALE

Services (Les) à la personne en 2011 : une baisse globale de l'activité et de l'emploi

OULD-YOUNES, Salah - DARES ANALYSES / INDICATEURS, n° 25, avril 2013, 12 p.

<http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2013-025-2.pdf>

En 2011, 876 millions d'heures ont été rémunérées pour les activités de services à la personne exercées au domicile des particuliers, en baisse par rapport à 2010 (-1,8%).

Ce document riche en statistique étudie plusieurs aspects de ces emplois non délocalisables. Il fait ici plusieurs observations comme par exemple : la diminution du nombre de particuliers employeurs, le recours aux assistantes maternelles pour la garde d'enfants toujours en progression et une croissance encore forte du nombre d'organismes, portée principalement par les auto-entrepreneurs.

A noter que plusieurs services sont rémunérés en heures prestataires par des associations. Ainsi les heures prestataires d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées et de garde d'enfant sont respectivement de 61%, 4% et 2%.

Ces emplois sont source de vivre ensemble, de lien social, de relations intergénérationnelles, de cohésion sociale et à l'origine de la création de nombreuses associations de service aux personnes.

Mots-clés : SERVICE DE PROXIMITE / EMPLOI DE PROXIMITE / GARDE D'ENFANT / RELATION INTERGENERATIONS / COHESION SOCIALE / RELATION SOCIALE / TROISIEME AGE

Droits formels / Droits réels : améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes

UNML, n° 79, juin 2012, pp. 1-2

http://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2012/2012-11_%20jeunes_droit.pdf

Le 12 juin dernier, le Conseil économique, social et environnemental proposait un avis : "Droits formels / droits réels: améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes" adopté à 59 % des votants. Le présent document cite cet avis pour en dégager les conditions de vie des jeunes en difficulté. Il précise ainsi que 13, 1% des jeunes de 15 à 24 ans ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation et que un jeune sur cinq environ vit en dessous du seuil de pauvreté. L'accès au soin posant lui aussi problème puisque un jeune sur six n'a pas de complémentaire santé. Le quatre page complète l'extrait d'un entretien avec Antoine Dulin, rapporteur de l'avis, membre du Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) pour qui il est question ici du non recours au droit sociaux des jeunes. Il souligne le rôle des missions locales signalant qu'elle sont devenues le "Pôle emploi des jeunes" en dépit de leurs

missions d'accompagnement socio-professionnel, soit les questions de logement, de mobilité et de santé.

Fort des constats de l'avis, il propose une coordination au sommet de l'État pour la jeunesse avec la création d'un poste de Haut Commissaire à la Jeunesse et plusieurs mesures pour l'accession à une complémentaire santé, le RSA jeunes, les problèmes de cautionnement pour l'accès au logement et l'accès à la formation.

Mots-clés : PRECARITE / JEUNE EN DIFFICULTE / MISSION LOCALE POUR L' EMPLOI / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL / ACCES AU SOIN / FORMATION / RSA JEUNES

Pauvreté (La) perdue de vue [Dossier]

ESPRIT, n° 388, octobre 2012, pp. 42-121

La crise économique a amené vers la pauvreté de nouveaux publics se tournant vers les organismes sociaux avec un temps de décalage dû aux transferts sociaux. Les dispositifs d'aide se montreront-ils adaptés à ces nouveaux publics ? Des dispositifs prévus pour ces catégories bien identifiées sont-ils à même d'accueillir des personnes touchées par la crise, aux situations inattendues, fluctuantes, instables ? On constate, en effet, que de nombreux dispositifs d'aide sociale ne parviennent plus à toucher leur public, alors que, d'évidence, les besoins sont nombreux. Les auteurs défendent la participation des "invisibles" à la mise en place de ces dispositifs, soit, l'association en amont, de ceux qui en sont les destinataires précaires. D'autre part, la stigmatisation des populations pauvres n'est pas seulement moralement indigne, elle se méprend aussi sur les difficultés actuelles, qui révèlent d'abord un non recours au droit vis à vis des aides proposées. Les auteurs constatent que quand les aides publiques font défaut ou qu'elles ne répondent pas au besoin, ce sont des formes d'entraide informelles qui permettent de tenir. La revue interroge si une reconnaissance juridique de ces activités, qui sont essentielles, est possible. Plus loin dans la précarité, les dispositifs de logement d'urgence sont indispensables. Ils sont cependant, inefficaces, débordés et doivent changer d'organisation. La revue indique qu'au lieu de multiplier les préalables pour permettre aux personnes d'accéder à un logement, il est plus urgent de leur procurer la protection d'un toit : première étape indispensable à toute reconstruction d'un parcours d'insertion.

Mots-clés : PRECARITE / PAUVRETE / ACCES AU SOIN / CRISE ECONOMIQUE / JEUNE EN DIFFICULTE / CHOMAGE / ENFANT DE LA RUE / SDF

Rapports

Rapport - Cote : SOC 1 DUL - Prêt

Droits formels/droits réels : améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes

DULIN, Antoine

Conseil économique, social et environnemental; Journaux Officiels (Les éditions des), 2012, 82 p.

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/droits-formels-droits-reels-ameliorer-le-recours-aux-droits-sociaux-des-jeunes>

(Avis (Les) du Conseil, économique, social et environnemental)

La situation d'une partie de la jeunesse au regard de l'emploi, du logement et de la santé est aggravée par les difficultés rencontrées dans l'accès aux droits sociaux ; le manque de lisibilité et la complexité des dispositifs favorisant en effet un non-recours important. Afin d'apporter des réponses concrètes à cet enjeu essentiel pour l'avenir de notre modèle social, le CESE préconise de renforcer les structures d'accompagnement des jeunes, de rénover la gouvernance en désignant clairement un chef de file au plan national et local, de favoriser la participation des jeunes aux politiques publiques, et enfin de sécuriser les parcours d'insertion en rénovant des outils existants et en engageant une réflexion sur l'instauration d'un droit à la qualification et à la formation.

Mots-clés : DROIT / DROIT SOCIAL / JEUNE / EMPLOI / LOGEMENT / SANTE MENTALE / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL / POLITIQUE PUBLIQUE / INSERTION PROFESSIONNELLE

Mots-clés : DROIT / DROIT SOCIAL / JEUNE / EMPLOI / LOGEMENT / SANTE MENTALE / ACCOMPAGNEMENT SOCIAL / POLITIQUE PUBLIQUE / INSERTION PROFESSIONNELLE

Thème EMPLOI

Rapport - Cote : INJEPR-2012/03 - Consultation sur place

CUI-CAE (Le) : une étape dans le parcours professionnel des jeunes ?

ROBITEAU, Christelle ; SILVESTRE, Stéphanie ; TRINDADE-CHADEAU, Angelica

Référent INJEP ; Cabinet d'Études Sociodémographiques CESOD

INJEP Mission Observation Evaluation, 2012, 79 p. (Rapport d'étude)

Les politiques d'insertion ayant été réformées, notamment suite à une mise en place du revenu de solidarité active (RSA), il n'existe désormais plus qu'une seule forme de contrat aidé : le contrat unique d'insertion (CUI). La distinction marchand/non marchand (secteur public, associations) est cependant conservée, il se décompose ainsi en deux volets : le CUI-CIE et le CUI-CAE. En région Centre, le CUI-CAE semble être particulièrement utilisé dans le secteur de la JSVA. Au regard du nombre de contrats signés, situé au-dessus de l'objectif régional, l'INJEP et la DRJSCS du Centre s'interrogent sur l'existence d'une spécificité des associations de ce secteur. Les auteurs abordent alors les motivations de celles-ci quant au recours au dispositif et notamment à des jeunes. Elles reviennent sur les différents degrés d'accompagnement mis en place, au travers des formations, des périodes d'immersion et, plus largement, du tutorat. Cette étude permet alors de voir en quoi et comment le CUI-CAE peut-être un tremplin pour l'insertion des jeunes et quelles en sont les limites.

Mots-clés : EMPLOI / PREMIER EMPLOI / CONTRAT DE TRAVAIL / INSERTION PROFESSIONNELLE / EMPLOI TREMPIN / TUTORAT / FORMATION / VIE ASSOCIATIVE / JEUNESSE

Rapport - Cote : BR SOC 1 DUL - Consultation sur place

Droits formels / droits réels : améliorer le recours aux droits sociaux des jeunes

DULIN, Antoine Rapporteur - Conseil économique, social et environnemental ; Journaux Officiels (Les éditions des), 2012, 82 p. -(Les avis du conseil économique, social et environnemental)

Cet avis du Conseil économique, social et environnemental est composé de cinq parties : une jeunesse plus précaire, l'adaptation des politiques publiques à ce nouvel âge de la vie, un accès difficile aux droits sociaux, facteur de non recours et de ruptures de parcours, les comparaisons européennes des politiques de jeunesse et les préconisations.

Mots-clés : DROIT / SECTEUR SOCIAL / JEUNE / PRECARITE / POLITIQUE PUBLIQUE / EUROPE / POLITIQUE DE LA JEUNESSE